

Discussion avec Éloi Laurent (suite)

Jean-Marie Harribey

1^{er} décembre 2020

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/12/01/discussion-avec-eloi-laurent-suite>

J'avais informé Éloi Laurent de la publication de la recension de son livre et lui avais proposé de répondre s'il le souhaitait. Il le fait avec verve, ce qui n'est pas pour me déplaire puisque j'ai procédé de même. Je le remercie donc d'avoir pris ce temps pour le faire. J'esquisse quelques réponses à la sienne, à la suite de celle-ci. Que la discussion se poursuive !

Réponse à Jean-Marie Harribey : Et sinon ?

Éloi Laurent

La critique étant l'une des marques de la considération, je la reçois comme telle de Jean-Marie Harribey. Je lui rends bien volontiers la politesse, à son invitation, d'autant plus qu'il est l'un des animateurs des Économistes atterrés, en particulier sur les enjeux écologiques et contribue à ce titre à un travail collectif d'utilité publique pour éclairer un débat économique qui en a grand besoin. Mais je serai nettement plus concis et davantage structuré que lui.

Je dois confesser une certaine déception d'ensemble à la lecture de cette critique de *Et si la santé guidait le monde ?* : Jean-Marie Harribey n'a pas à mon sens su éclairer les multiples faiblesses et zones d'ombre de mon livre, tandis que nombre de ses critiques reposent sur des erreurs factuelles ou des raccourcis de lecture. Ce qui n'est pas discuté est l'essentiel et ce qui discuté l'est de manière sévère à l'occasion mais insuffisamment « rigoureuse » (j'emprunte à Jean-Marie Harribey ce critère d'exigence).

Ce défaut de rigueur apparaît dès le commencement du texte, les deux paragraphes qui l'ouvrent étant à la fois imprécis et erronés.

Mon parcours intellectuel, puisque Jean-Marie Harribey choisit de l'évoquer, est d'abord marqué, à l'OFCE, par ma collaboration avec Jacques Le Cacheux, qui m'y a embauché. C'est avec lui que nous y avons publié les premiers travaux en économie de l'environnement et c'est sous sa direction que j'ai mené une thèse qui m'a amené à tenter de comprendre l'histoire et l'évolution contemporaine des États providence en Europe, deux thèmes de recherche qui convergent aujourd'hui dans mes travaux. J'ai certes co-écrit *La Nouvelle écologie politique*, d'où est tirée la phrase qualifiée à juste titre par Jean-Marie Harribey de « conforme à la vision néoclassique de l'environnement ». Je ne renie pas cette phrase : elle n'est pas de moi. Ce qui m'est véritablement « imputable » (pour parler comme les statisticiens du PIB) commence avec *Social-écologie* (qui fut préparé par un article de 2009 « Écologie et inégalités »), j'y reviendrai plus loin.

À cette approximation initiale s'enchaîne une erreur manifeste : « Laurent a poursuivi en traçant son sillon vers une adhésion de plus en plus nette à la conception forte de la soutenabilité ». C'est la grille de lecture privilégiée par Jean-Marie Harribey pour évaluer mon parcours, mais il y a un petit problème : elle n'a jamais été structurante pour moi. Je ne dois pas consacrer plus de dix lignes dans mes articles et mes livres à l'opposition entre « soutenabilité forte » et « soutenabilité faible » et je n'ai certainement jamais fait de ce clivage, au demeurant fragile (voir les travaux déjà anciens de Neumayer), la matrice de mes analyses ou de mes recommandations.

Je n'ai d'ailleurs jamais non plus pensé que c'était la ligne de partage entre économie environnement et économie écologique, comme on le dit parfois. La vraie frontière entre les deux disciplines est à mes yeux la considération apportée aux enjeux de justice et l'interdisciplinarité. Si le concept de développement soutenable m'intéresse, ce n'est donc pas en référence à la « soutenabilité forte » mais à l'idée, qui était au cœur du Rapport Brundtland (1987), qu'il y a un lien inextricable entre crises des inégalités et crises écologiques. On peut toujours prétendre qu'il s'agit en fait du même débat, mais il n'en est rien. Quand on parle des autres, on parle souvent de soi : la soutenabilité forte, c'est l'agenda de Jean-Marie Harribey, pas le mien.

Il y a, en réalité, deux axes à mon travail depuis dix ans : le dépassement du PIB et de sa croissance par des indicateurs de bien-être que je voudrais voir devenir opérationnels ; l'encastrement de ceux-ci dans une approche sociale-écologique qui débouche sur la conception de politiques publiques d'un type nouveau. Reprenons rapidement les arguments que m'opposent Jean-Marie Harribey sur ces deux thématiques.

Sur le dépassement du PIB, il est dit que je « malmène » l'histoire en situant « l'invention de la croissance »... « il y a un siècle environ ». Je fais pourtant fidèlement référence à l'invention du PIB qui, pour la première fois, permet de mesurer la croissance et d'en faire un objectif central de la politique économique, en 1934. Il y eut invention de la croissance comme il y eut « invention du chômage ». Mais l'attaque est en fait une défense du PIB, qui se déploie en plusieurs temps.

D'abord avec l'idée que « s'il n'y a pas de dilemme santé-économie », ce que je soutiens en effet, notamment à la lumière de la crise du Covid-19, et si la santé devient une priorité, ce que je promeus, cette priorité implique que « l'économie devrait continuer à se développer également », ce qui est présenté comme une contradiction dans mon argumentation. Les choses se précisent sur ce point avec l'affirmation selon laquelle « l'accès aux soins passe en bonne partie par l'amélioration qualitative et quantitative de la production de soins ». Je suis en désaccord total avec cette affirmation : l'évolution souhaitable du système de santé et de soin que je défends dans mon livre, avec beaucoup d'autres, implique notamment le passage du curatif au préventif qui suppose précisément de déplacer l'attention de la production de soins vers la question des déterminants sociaux de la santé (et notamment les inégalités sociales de santé et les liens sociaux) mais aussi ses déterminants environnementaux, à commencer par les facteurs de risque qui déterminent aujourd'hui 130 pathologies humaines, dont les zoonoses à l'origine du Covid-19 sont une modalité particulièrement préoccupante. Sans parler du fait que, comme le montre le cas des Etats-Unis, on peut produire des quantités toujours croissantes de soins qui bénéficient à une minorité toujours plus étroite. Mesuré par la « production », le soin, comme le bien-être humain, est mal mesuré. Ici comme ailleurs, la question de la justice ou de la répartition, entre humains mais aussi à l'égard des non-humains, est en fait première par rapport à l'enjeu de la production, présenté comme primordial.

Mais la défense du PIB prend une tournure franchement étonnante quand Jean-Marie Harribey explique que celui-ci est, contrairement à ma conviction, un moyen de connaître l'état des inégalités. « le PIB, duquel on a retiré la consommation de capitaux physiques, donne le produit intérieur net, c'est-à-dire l'équivalent de l'ensemble des revenus distribués en une année, qu'on a besoin de connaître pour ensuite pouvoir en mesurer les inégalités. » Ah bon ? Ce sont les économistes-statisticiens de l'INSEE qui vont être heureux de l'apprendre, eux dont les indicateurs de Gini reposent sur « des enquêtes revenus fiscaux et sociaux (ERFS) »¹. De même, Piketty et Saez, qui ont révolutionné en 2001 puis en 2003 l'empirie des inégalités en utilisant de manière systématique et à grande échelle des données fiscales. Enfin, les chercheurs du Laboratoire sur les inégalités mondiales qui écrivent que « le problème central du produit intérieur brut (total ou par habitant) est qu'il s'intéresse uniquement aux agrégats et aux moyennes : il ne nous fournit aucune information

¹ Enquêtes qui reposent sur « un échantillon de 50 300 ménages de France métropolitaine, issu de l'enquête Emploi de l'Insee, sur leurs déclarations fiscales, ainsi que sur les prestations sociales qu'ils ont perçues ». (EL).

permettant de décrire comment les différents groupes sociaux profitent – ou non – de la croissance économique » et tentent précisément de faire converger comptes nationaux, données d'enquête et de déclarations fiscales en constituant des comptes nationaux de répartition (« Distributional National Accounts »).

On retrouve dans cette défense du PIB l'argument fragile selon lequel son premier concurrent sérieux sur la scène internationale, l'indice de développement humain (IDH) de l'ONU, serait « fortement corrélé » au PIB, ce qui monterait bien la centralité de celui-ci. En réalité, puisque le revenu par habitant entre dans la composition de l'IDH, la corrélation pertinente consiste à comparer les composantes monétaires et non-monétaires de l'IDH avec la croissance du PIB. Quand cela est fait ([comme ici](#) page 47), on voit très bien la faiblesse de la corrélation, autrement dit le fait que pour avoir une bonne éducation, il faut de bonnes politiques d'éducation et pour avoir une bonne santé, il faut de bonnes politiques de santé. Le ruissellement de la croissance ne suffit pas.

Continuons : ma critique du PIB ne serait pas seulement injuste (c'est le cas de le dire), mais inutile. « Laurent ne voit pas que la boussole de notre économie n'est pas et n'a jamais été le taux de croissance économique mesuré par le PIB ; l'indicateur clé du système économique capitaliste dominant dans le monde est le taux de profit ». Est-ce si visible ? Je m'intéresse, dans ce livre et dans celui qui l'a précédé, *Sortir de la croissance*, à la manière dont sont gouvernées dans les faits nos économies au 21^{ème} siècle pour remettre en question la pertinence de la boussole choisie. Je lis par exemple sur le site du désormais « Ministère de l'économie, des finances et de la relance » que « la croissance est la quête perpétuelle des politiques économiques ». Je vois dans la préparation et la délibération des finances publiques en France et ailleurs le rôle essentiel joué par le PIB et ses composantes. Dans les indicateurs de la gouvernance économique européenne, le PIB est omniprésent. Où est le taux de profit ? Et d'abord, qu'est-ce que le « taux de profit », statistiquement parlant ? Le taux de marge de l'INSEE ? Le taux de profit « à la Husson » ? On trouve-t-on trace de ces indicateurs comme boussoles des politiques publiques en France ou dans l'Union européenne ?

Ces indicateurs gouvernent la plupart des entreprises, c'est entendu, mais celles-ci ne sont pas toute l'économie. A moins de supposer que le taux de croissance est en fait la version collective du taux de profit. Certes, diriger une entreprise avec un taux de profit est aussi trompeur et périlleux que de gouverner une économie avec un taux de croissance. Mais ce n'est pas ce que dit Jean-Marie Harribey.

Terminons cette première série de réponses en dissipant « les raccourcis dont ne comprend pas le sens ». « La dépression des années 1930 a engendré le PIB et la croissance » : la crise de 1929, que l'on appelle aux Etats-Unis la « grande dépression » a donné lieu, à la demande du Congrès des Etats-Unis adressée à Simon Kuznets, à la mise en chantier de la première maquette du PIB, qui a ouvert le règne de la croissance économique comme horizon social. « Peut-on organiser la sortie de la croissance sans croissance ? » : peut-on viser de nouvelles finalités, comme la transition écologique, à l'aide de politiques sociales qui la soutiennent sans pour autant s'appuyer sur la croissance du PIB pour les financer (je m'en explique en détail dans le livre) ?

Au sujet du second axe de mon travail, l'approche sociale-écologique, Jean-Marie Harribey se dit « un peu abasourdi » par ma « prétention ». Je suis pour ma part entièrement surpris par ses omissions.

Je dois dire que j'avais été frappé par le caractère superficiel de la lecture de *Social-écologie* faite au moment de sa sortie par Jean-Marie Harribey et qu'il rappelle.

Là aussi, il avait rabattu mon propos sur le sien prenant prétexte d'un fragment de l'explication d'un paramètre du taux d'actualisation sociale et d'une typologie des valeurs des ressources naturelles (qui occupent ensemble une demi-page de mon livre) pour s'épancher sur une théorie de la valeur dont

je ne traite pas, mais qui passe à côté du propos du livre : l'articulation entre la question sociale et le défi écologique. Pas un mot là-dessus dans sa recension d'alors.

Je suis de nouveau surpris devant le peu d'effort de Jean-Marie Harribey à me lire vraiment. Son ton prend d'ailleurs sur l'approche sociale-écologique une tournure inutilement désagréable alors que c'est peut-être le passage le moins convaincant de sa critique : Keynes et Knight, précurseurs de l'Etat social-écologique ? Sérieusement ?

D'abord, c'est moi qui cite Knight dans les sources auxquelles je renvoie et qui prêteraient à « sourire » et page 123 à l'appui de ma démonstration, il faudrait peut-être le rappeler avant de vouloir me l'opposer.

Mais surtout, il faudrait dire que Knight ne dit pas un mot du risque écologique, ni d'ailleurs de la fonction assurantielle de l'Etat providence. Pas plus que Keynes, qui n'a d'ailleurs ni théorisé ni repris de Knight l'opposition entre risque et incertitude.

La référence à Gorz, en note, est trop généraliste, dans cette veine, les « trois écologies » de Guattari auraient été plus pertinentes.

Les références classiques (Mill) ou contemporaines (Gough) sur le sujet sont absentes. En revanche, la référence au propre travail de l'auteur est tout sauf convaincante : on ne trouvera dans l'article de la *Revue de l'OFCE* issu du séminaire cité comme précurseur de ces débats pas le début d'une discussion sur l'articulation entre la question sociale et le défi écologique, encore moins sur les politiques sociales-écologiques ou l'Etat social-écologique.

Jean-Marie Harribey constate pour finir « l'absence totale du capitalisme » dans mon travail pour en déduire que « les rapports sociaux et leurs contradictions sont évacués » de mon analyse.

C'est doublement faux : je parle (un peu) du capitalisme dans au moins quatre de mes ouvrages, mais surtout je récusé totalement l'idée selon laquelle ne pas inscrire sa réflexion dans une critique du capitalisme ou d'une « sortie du capitalisme » conduit à oblitérer les « rapports sociaux » : les deux chercheurs qui m'ont le plus appris au plan théorique comme empirique sur le lien entre inégalités sociales, dégradations de l'environnement et pratiques d'exploitation soutenable des ressources naturelles - James Boyce et Elinor Ostrom - n'inscrivent pas leurs travaux dans une critique du capitalisme.

Enfin, quand il pointe d'une plume qui se veut mordante « la très grande différence de temporalité entre les urgences sociales à satisfaire et les effets bénéfiques des changements écologiques » pour disqualifier mon idée qu'un Etat social-écologique pourrait s'appuyer sur des économies de dépenses sociales, il se trompe encore : les bénéfices sanitaires d'une lutte résolue contre la pollution de l'air sont immédiats et durables (de même que ceux tirés d'une agriculture et d'une alimentation plus saine, d'une meilleure adaptation au changement climatique, etc.)

Une fois ces réponses apportées, demeure le sentiment de déception : Jean-Marie Harribey est, comme pour *Social-écologie*, passé à côté des idées essentielles du livre qu'il entend critiquer : la pleine santé, la boucle sociale-écologique, le principe et les fonctions de l'Etat social-écologique. Au « oui, mais » de mon critique, je répondrai donc par « et, sinon ? ».

Terminons par un sourire sur « l'auto-référencement » : la dizaine de notes de bas de page de cette recension ne comptent pas moins de six références à un certain J-M. Harribey, penseur visiblement fort apprécié de l'auteur, c'est-à-dire autant que les miennes en près de 200 pages !

Doit-on en conclure à un narcissisme pathologique de l'auteur ? Non : Jean-Marie Harribey prend pleinement soin...de lui-même.

30 novembre 2020

Sinon ? Un travail mieux soigné

Jean-Marie Harribey

Moi qui ne structure pas bien mes textes en trois parties, j'organise mes réponses à Éloi Laurent autour de trois points, en essayant de n'en esquiver aucun.

1) Éloi Laurent me reproche d'avoir commis plusieurs erreurs. Si c'était le cas, je le reconnaîtrais.

- Ma première citation était-elle donnée comme tirée d'un *premier* travail d'Éloi Laurent (EL, ci-après) ? Non, je la citais comme provenant d'un travail daté de 2008 et réalisé en commun avec J.-P. Fitoussi. Je n'entendais pas établir le CV d'EL.

- Cette citation relève-t-elle de la conception néoclassique de la soutenabilité faible ? Oui, ainsi que le reconnaît EL. Phrase qui n'est pas de lui, dit-il, mais qu'il ne renie pas, donc qu'il accepte toujours ou qu'elle constitue une étape de sa pensée, ce qui, dans ce dernier cas, serait irréprochable ?

- La citation suivante que je donnais dit-elle le contraire de la première ? Oui. Relève-t-elle de la soutenabilité forte, définie par la complémentarité des facteurs de production et non par leur substituabilité ? Oui, c'est la définition connue du monde entier. Est-ce la ligne que j'utilise pour « évaluer tout le parcours » d'EL ? Non, pas tout le parcours, celui qui va de ses deux livres de 2008 à 2011, dont j'ai noté l'évolution et que j'approuve même inachevée. Et je ne dis pas non plus qu'elle s'est arrêtée là. Donc, erreurs de ma part introuvables sur ces points.

- Je comprends tout à fait que le rapport Brundtland intéresse EL par la liaison entre inégalités et crises écologiques, mais le problème de ce rapport est qu'il laissait planer une énorme ambiguïté sur la conception de la soutenabilité. Pas étonnant alors que les institutions internationales et le *World Business Council for Sustainable Development*², dès la Conférence de Rio de Janeiro en 1992, se soient dépêchés d'entériner la substituabilité des différents capitaux entre eux (capital matériel, capital social, capital humain et capital naturel), c'est-à-dire la conception de la soutenabilité faible. Que la soutenabilité forte ne résolve pas tout, c'est certain, mais on peut juger qu'elle est un point de départ puisqu'elle allie soutenabilité sociale et soutenabilité écologique, alliance qui fut vite oubliée. Là non plus, pas d'erreur de ma part. Mais, peut-être, une d'EL, car il semble assimiler rapport Brundtland et soutenabilité forte, ce qui est faux. Cette dernière n'est pas son « agenda » à lui, dit-il. Donc ni soutenabilité faible ni forte. Pas de soutenabilité alors ? Où est mon erreur ? D'avoir cru qu'EL était plus proche maintenant de la forte que de la faible ? Si j'avais su que ce n'était même pas le cas, j'eus été plus critique car cela friserait le nihilisme.

- Je n'ai pas abordé la distinction entre économie de l'environnement et économie écologique. La frontière entre les deux, me dit EL, se situe sur les « enjeux de justice et l'interdisciplinarité ». Mais ces enjeux sont-ils posés par l'une ou par l'autre ? Si c'est ladite économie de l'environnement, on retombe sur la thèse néoclassique dans laquelle il n'y a aucun embryon de pensée conjointe du social et de l'écologie. Si c'est ladite économie écologique, j'ai seulement renvoyé au livre d'A. Douai et G. Plumecocq (2017) – sans développer – qui montrent les tâtonnements de celle-ci sur ce sujet, ainsi que ses failles, dont la plus importante est l'oubli des rapports sociaux capitalistes dont le but est de produire de la... valeur... Vraiment, est-ce que je me trompe, est-ce que je lis mal ?

² Le WBCSD s'est d'abord appelé, lors de Conférence de Rio, BCSD. (JMH).

2) L'un des reproches les plus importants que fait EL à ma lecture porte sur la production et le PIB.

- L'invention du PIB dans l'entre-deux-guerres marque-t-elle celle de la croissance ou de la mesure de la croissance ? Sauf à croire en un effet performatif à 100 %, le plus sage est d'opter pour la seconde option. Si l'on n'est pas convaincu, il faut lire une fois dans une vie d'économiste Adam Smith, pour ne parler que de lui, et on verra que le mouvement du développement économique est perçu dès l'aube de la naissance du capitalisme, qui mène rondement les humains et les machines, bien avant donc la crise des années 1930 et l'élaboration du PIB par Kuznets. D'aucuns, d'ailleurs, reprochent souvent à l'économie politique et à sa critique marxienne d'avoir magnifié le développement des forces productives.

- Ai-je dit que le PIB était un « moyen de connaître les inégalités » ? Jamais. J'ai dit que, avant de mesurer les inégalités de revenus, il fallait connaître ces revenus, et que, au niveau d'une économie, le revenu national était tiré du PIB, après quelques ajustements de comptabilité nationale. Autrement dit, il faut aujourd'hui que nous disposions de la connaissance de tous les revenus distribués *et* des indicateurs de répartition de ceux-ci. Pas de faux-procès SVP.

- Y a-t-il oui ou non une corrélation nette entre PIB, espérance de vie et niveau d'éducation ? Oui, même si elle n'est pas égale à +1. Est-ce que la courbe représentant l'espérance de vie en fonction du PIB est logarithmique parce que les deux variables sont normées différemment, oui ou non ? Oui. Dire non serait une erreur d'ordre logique et dire que c'est parce que « le bonheur et l'espérance de vie ne s'achètent pas » est intéressant *normativement* mais *n'explique rien*. Et jamais, je n'ai traduit corrélation par causalité, et surtout pas par « ruissellement » de la croissance. Et puisqu'il faut réussir si possible à trouver au moins un terrain d'entente, évidemment l'élévation des niveaux d'éducation et de santé est facteur de développement économique et de bien-être. Là n'est pas l'objet de notre discussion. Il est dans l'interdépendance des phénomènes ; dire que pour avoir une bonne santé, il faut une bonne politique de santé est exact, mais c'est pratiquement tautologique. Et j'avoue ne pas comprendre la phrase de mon collègue beaucoup plus rigoureux que moi : « la corrélation pertinente consiste à comparer les composantes monétaires et non monétaires de l'IDH avec la croissance du PIB » ; or la seule composante monétaire de l'IDH étant le PIB (ou revenu) par habitant, comment pourrait-on calculer une corrélation du PIB avec lui-même ?

- Faut-il produire les soins pour les prodiguer, que ce soit des soins préventifs ou curatifs ? Eh bien, oui, comme c'est étonnant, cher EL ! Et je dirais que, plus ils sont de qualité, mieux il faut les produire. Par exemple, un vaccin n'est-il pas conçu pour prévenir une maladie ? Et quand on voit la bataille qui va se dérouler pour savoir si celui contre le coronavirus sera une marchandise ou un bien commun, dites-moi si l'on peut occulter l'emprise du capitalisme. Espérer « dépasser la croissance » sans toucher au système qui ne peut exister sans elle confine à la quadrature du cercle.

- Le fait que les soins de qualité soient mal mesurés ou pas mesurés n'enlève pas la réalité de leur production. Et, sans vouloir vous influencer cher EL, cela fait partie de ce que j'ai appelé « l'inestimable ». Votre erreur est de confondre, pour « l'enjeu de la production » de soins, « premier » (ordre chronologique) avec « primordial ». À moins que vous ne postuliez l'ignorance où l'inattention de vos lecteurs.

- Donc, ma « défense du PIB », comme le dit faussement EL, consiste à dénier à ce PIB la « qualité » d'indicateur du capitalisme. Et là, je touche au point sensible d'EL. Comme il ignore (ignore dans le sens où il n'en parle jamais, alors qu'il en a bien sûr une profonde connaissance) le capitalisme, il ne voit pas que le taux de profit est l'indicateur clé de cette économie. Le PIB est-il alors le guide des politiques économiques ? La discussion pourrait peut-être aboutir à ce que ce soit une gigantesque escroquerie intellectuelle et politique de la part des gouvernants qui l'affirment. De la même manière qu'on peut très fortement mettre en doute leurs politiques de « plein emploi » dont ils n'ont, depuis près de cinquante ans, rien à faire. Là où le contresens devient énorme, c'est quand on

ignore que le retournement brutal à la charnière des décennies 1960-1970 ayant débuté la phase néolibérale du capitalisme fut motivé par l'effondrement des taux de rentabilité du capital dans le monde capitaliste développé. C'est un résultat empirique aujourd'hui avéré. Quant à insinuer que je pourrais penser que ce n'est pas « périlleux de gouverner avec le taux de profit » est un total contresens, sinon relève d'une mauvaise foi pour laquelle on n'a encore jamais inventé d'indicateur pertinent. Au passage, balayer d'un revers de main la question de la valeur alors que le capitalisme est un système uniquement orienté pour la produire en dit long sur la béance théorique. Mauvaise lecture de l'endroit où je rappelais que la théorisation de l'incertitude probabilisable/radicale était due à Knight et Keynes, sans jamais sous-entendre qu'ils avaient été « précurseurs de l'État social-écologique » ? Où EL a-t-il pêché cela ? Qui manque de « sérieux » ?

- Je demandais ce que signifiait la question absconse « Peut-on organiser la sortie de la croissance sans croissance ? ». EL me l'explique dans sa réponse : « peut-on viser de nouvelles finalités, comme la transition écologique, à l'aide de politiques sociales qui la soutiennent sans pour autant s'appuyer sur la croissance du PIB pour les financer ». Il sera peut-être étonné que je lui dise que mon souci de viser de nouvelles finalités comme la transition écologique est le même que le sien. Mais je marquerai deux différences avec la suite. D'abord, pourquoi le social devrait-il soutenir la transition écologique, et pas l'inverse, ou, plus correctement, pourquoi les deux ne seraient pas co-reliés ? Ensuite, quel financement peut ne pas provenir de ce que l'on a produit ou de ce que l'on anticipe qu'on va produire, via la création de monnaie ? Et là, se situe sans doute l'adhésion – inconsciente ? – d'EL à la théorie néoclassique : il ignore le capitalisme, c'est-à-dire ce qu'est une économie monétaire de production, et donc il imagine que le financement d'investissements de transition repose entièrement sur ce qu'on économise par ailleurs, ce qui n'est pas sans rappeler la croyance classique et néoclassique de l'épargne préalable. Et j'ai déjà pointé que la temporalité des moindres dégâts obtenus grâce à de nouvelles orientations de santé n'avait rien à voir avec celle des financements urgents à trouver : croire que les pollutions de tous ordres se résolvent en un rien de temps ou qu'on transforme l'agriculture d'une saison à l'autre et qu'on en retire des bienfaits immédiats, pendant que le climat va se réchauffer pendant des décennies et des décennies, relève de l'aveuglement idéologique, en plus d'une incompréhension de ce que sont la monnaie et l'anticipation des investissements qu'elle permet.

3) EL récusé fortement la critique que je faisais de sa « prétention » à avoir inventé l'articulation entre le social et l'écologique. Je comprends son courroux. Mais les faits sont là. D'autres ont exploré ce terrain avant lui et dans une perspective autrement convaincante.

- En effet, il prétend qu'on peut ne pas critiquer le capitalisme tout en n'oubliant pas les rapports sociaux. En cela, il confirme encore qu'il ne comprend pas le capitalisme qui est justement un rapport social. Et beaucoup de commentateurs et de continuateurs des travaux d'Ostrom, tout en soulignant l'importance, ont repéré que, dans nombre de ses études de cas, l'accès au bien commun était fonction de la propriété personnelle des *commoners*. Ce qui veut dire que les inégalités sociales liées aux inégalités environnementales renvoient au rapport social imprimé par la propriété privée. Plus généralement, une divergence de fond me sépare d'EL, il l'a compris : je ne pense pas qu'on puisse détacher le refus de productivisme dévastateur de la nature, l'exploitation du travail et les inégalités de la dynamique du capitalisme.

- Il ne répond pas à l'ahurissement que l'on peut ressentir en lisant la qualification du plein emploi de « pathologique » et qu'il lui faut substituer la pleine santé. Comme s'il ne fallait pas œuvrer pour les deux. Comme si la dégradation de l'emploi n'était pas un facteur de dégradation de la santé. En reliant les deux, on donnerait déjà une autre manière de comprendre l'État social-écologique qu'il défend depuis dix ans.

- Je note qu'EL ne répond pas du tout non plus au fait qu'il s'est autoproclamé fondateur du social couplé à l'écologie en forgeant l'expression de l'État social-écologique. Il est fâché avec l'histoire, même celle de sa propre discipline. Alors, pour faire bonne mesure, il ironise (ce qui est son droit car je l'ai fait en terminant) sur mon « auto-référencement » dans la recension de son livre. Or, dans mes quinze notes de bas de page, je cite quatre de ses livres et deux de ses articles, quatre livres d'autres auteurs, et trois des miens. Le reste de mes références concerne les recensions que je fais régulièrement des livres de mes collègues que je lis, notamment ceux d'EL. Eh oui, je lis les livres d'Éloi Laurent ; lui ne lit pas les miens, il a raison, on n'a jamais assez de temps pour le perdre.

- Qu'Éloi Laurent ferme les yeux sur l'histoire qui l'a précédé³ n'est pas dommageable seulement pour le dialogue théorique intra et inter-disciplinaire, il l'est aussi si des convergences ne pouvaient s'établir entre les mouvements (de pensée et d'action) qui travaillent à ouvrir des brèches dans les systèmes d'exploitation de tous ordres.

- Comme je ne conçois les nombreuses recensions que je fais autrement qu'un moyen d'engager la discussion, je réponds à la seule question que me pose Éloi Laurent, manière de retoquer mon « oui, mais » à la gouvernance par la santé : « et, sinon ? ». Sinon ? Un travail mieux soigné. Qu'EL prenne cette formule ramassée dans deux sens : pour son travail d'économiste et pour le soin à apporter au travail humain qui pourrait se résumer ainsi : « plein emploi, pleine santé, pleine éducation, plein respect des écosystèmes et des vivants non humains ». Aucun de ces indicateurs n'est superflu, et on pourrait en ajouter d'autres. Mais, en rupture avec les croyances idéologiques de mon collègue, cela revient à penser une société et un système dans leur logique profonde, à plein, quoi !

- Qu'Éloi Laurent se rassure, moi, je continuerai à le lire.

1^{er} décembre 2020

³ EL me reproche de n'avoir cité que Gorz au sujet de cette histoire, mais c'est parce que j'ai voulu être indulgent avec lui. J'ai été puni, soyez bon... (JMH).